

**MARCHE DE SERVICES D'ASSURANCES
POUR LE COMPTE DE LA**



CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Palais de Chaillot
1 Place du Trocadéro et du 11 novembre
75 116 PARIS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

Marché N° AO-2025-09/2

Lot n°2 : Responsabilité Civile Générale

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, comportant publicité européenne, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 2/34
---	---	-----------

SOMMAIRE

1 – Présentation des risques	3
Présentation générale de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine	3
Assurance souhaitée	3
Informations complémentaires	3
2 – Conditions Particulières Responsabilité Civile Générale	5
Assuré	5
Activités de l'Assuré	6
Objet de la garantie	6
Responsabilité Civile Exploitation	7
Responsabilité Civile Après Travaux et/ou Livraison et/ou Professionnelle	7
Défense - Recours	8
Montants des garanties et franchises	8
Solution de base (réponse obligatoire)	8
Tarification	9
Dispositions diverses	10
3 – Conventions Spéciales Responsabilité Civile Générale	11
4 - Annexes	33

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 3/34
---	---	-----------

1 – Présentation des risques

Présentation générale de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville.

Voir site : <https://www.citedelarchitecture.fr/>

Assurance souhaitée

Les candidats présenteront, conformément aux modèles de Conditions Particulières et de Conventions Spéciales proposés dans le dossier de consultation, une police couvrant les risques de Responsabilité Civile Exploitation, de Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle.

La **Solution de Base** constitue le schéma de garanties attendu. La **réponse** à la Solution de Base définie est **obligatoire** sous peine de rejet de l'offre.

Les **réserves** (et améliorations) sont admises et devront faire l'objet d'une note récapitulative annexée à l'acte d'engagement du dossier de consultation (cf. CADRE DE REPONSE TECHNIQUE ou CRT joint).

Une variante libre est admise.

Informations complémentaires

Cf. Annexes.

Annexe A01 – Rapport d'activité 2024 – CITE DE L'ARCHITECTURE

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 4/34
---	---	-----------

Annexe A02 – Statistiques sinistres RCG de : CITE DE L'ARCHITECTURE du
01/01/2022 au 22/10/2025

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 5/34
---	---	-----------

2 – Conditions Particulières Responsabilité Civile Générale

Assuré

Le souscripteur :

CITE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Palais de Chaillot

1Place du Trocadéro et du 11 novembre

75 116 PARIS

Représenté par son Président en exercice,

Agissant tant pour son compte que pour celui de ses Services, des associations, groupements et entités présentes et à venir, liés à son activité, ainsi que pour celui de qui il appartiendra.

Ont notamment la qualité d'**Assurés** :

- La personne morale souscriptrice,

Ainsi que :

- Ses filiales, sous-filiales, sociétés affiliées, sociétés sœurs, établissements, bureaux et
- Leurs représentants légaux, dirigeants, membres, salariés, stagiaires, travailleurs temporaires, bénévoles, préposés et visiteurs,
- Le Comité social et économique et, d'une manière générale, tous groupements ou organismes à but social, créés par le ou en faveur du personnel.
- Les représentants légaux des assurés mentionnés ci-dessus ou les personnes qu'ils se sont substituées dans la direction de l'entreprise.
- Les préposés de l'Assuré en cas de faute inexcusable à l'origine d'un accident de travail.
- Les préposés de l'Assuré, y compris les médecins, auxiliaires médicaux, infirmiers, secouristes, enseignants, stagiaires, en tous lieux où leur présence est motivée par leur appartenance aux sociétés ou aux organismes mentionnés ci-dessus, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 6/34
---	---	-----------

- Les participants aux activités de formation (étudiants de l'Ecole de Chaillot) des sociétés ou organismes mentionnés ci-dessus, qu'ils fassent ou non partie de leur personnel, ainsi que toute personne apportant son concours bénévole.
- Les préposés des Assurés du fait d'évènements concernant leur vie privée survenus à l'étranger au cours de séjours professionnels n'excédant pas 3 mois consécutifs
- Toute personne apportant son concours bénévole aux Assurés.

Activités de l'Assuré

Toutes activités rattachées à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine notamment :

- Conserver, protéger, restaurer et présenter au public le plus large les collections que l'État lui confie, qu'elle acquiert ou qu'elle reçoit en dépôt. En outre, elle constitue et gère une bibliothèque d'architecture ouverte au public,
- Contribuer à la collecte, à la conservation et à la valorisation des archives d'architecture,
- Assurer toutes activités de diffusion de la culture architecturale et patrimoniale auprès du public,
- Assurer des actions de formation à l'intention des professionnels publics et privés de l'architecture et du patrimoine.

Ainsi que toutes les activités annexes et/ou connexes.

La présente déclaration des activités de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine est faite à titre indicatif et non limitatif, l'Assureur s'engageant à ne pas l'opposer à l'Assuré.

Objet de la garantie

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber par application du Droit Français, en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non à des dommages corporels ou matériels, causés aux tiers dans le cadre de ses activités en cours d'exploitation et après livraison et professionnelle, du fait notamment :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 7/34
---	---	-----------

- des personnes qui le représentent ou qui sont placées sous son autorité, telles que : les Administrateurs ; les agents, préposés, salariés ou non ; les collaborateurs bénévoles,
- des personnes accueillies (visiteurs, concessionnaires...),
- et, plus généralement, toute personne participant aux activités du Souscripteur,
- des organisations des salons, des manifestations expositions événements culturels
- des biens immobiliers et mobiliers lui appartenant ou placés sous sa garde,
- des installations de distribution d'eau, d'électricité ou de gaz,
- du fonctionnement ou non-fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services,
- des ascenseurs et monte-charge, hydrauliques ou non, ainsi que des escaliers mécaniques,
- des antennes ou l'un quelconque de leurs éléments,
- des travaux d'entretien des biens immobiliers assurés,
- des équipements collectifs,
- des terrains, cours, jardins, plantations, voies de desserte, constructions assurées et parcs attenants,
- des aménagements desdits terrains et notamment lampadaires, clôtures et mur d'enceinte, enseignes et panneaux lumineux et publicitaires, bassins, piscines, etc ; [...].

Est également couverte la responsabilité de : CITE DE L'ARCHITECTURE pour les dommages corporels dont pourraient être victimes :

- les personnes effectuant, sous son contrôle ou pour son propre compte, un essai professionnel rémunéré ou non ;
- les stagiaires, rémunérés ou non, qui effectuent des séjours dans ses services ;

Responsabilité Civile Exploitation

La responsabilité civile découlant de l'exploitation des activités de l'Assuré et notamment en sa qualité de chef d'entreprise, d'employeur de main d'œuvre, propriétaires, locataire ou gardien de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, liés directement ou indirectement à l'exercice de son activité.

Dommages corporels, matériels et immatériels causés en cours d'exploitation, c'est-à-dire avant livraison.

Responsabilité Civile Après Travaux et/ou Livraison et/ou Professionnelle

Responsabilité Civile Après Travaux et/ou Livraison :

La responsabilité civile découlant des dommages causés par des biens et produits, fabriqués et/ou vendus par l'Assuré, après leur livraison ; ou par des travaux, effectués par l'Assuré, après leur achèvement.

La livraison ou l'achèvement est considéré comme effectif dès lors que les produits, fabriqués ou commercialisés, ou les travaux effectués par l'Assuré, sont effectivement et définitivement en la possession de tiers, sous réserve que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user en dehors de tout contrôle ou intervention de l'Assuré (même en cas de réserve de propriété).
Dommages corporels, matériels et immatériels causés après travaux et/ou livraison.

Responsabilité Civile Professionnelle :

La responsabilité découlant des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers.
Dommages causés dans le cadre de prestations de services ou de prestations purement intellectuelles et résultant notamment de fautes professionnelles, erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences, pertes ou destructions de pièces ou de documents confiés.

Défense - Recours

Le volet Défense ne concerne pas la défense civile de l'Assuré, puisque celle-ci fait partie intégrante du règlement des sinistres de responsabilité civile ; en effet, au titre d'une garantie « Responsabilité Civile », l'Assureur défend automatiquement les intérêts civils de son Assuré. Il n'en est pas de même si l'Assuré fait l'objet d'une poursuite pénale ; dans ce cas, sa défense pénale (frais de procédure, d'avocat...) est prise en charge par la garantie « Défense-Recours ».
Par le volet Recours, l'Assureur s'engage à exercer, amiablement ou judiciairement si c'est nécessaire, un recours contre le responsable d'un dommage subi par son Assuré.

Montants des garanties et franchises

Solution de base (réponse obligatoire)

En référence des Conventions Spéciales assurance Responsabilité Civile Générale.

Tableau des garanties et des franchises – Solution de base

A/ Responsabilité Civile Exploitation	Montants de garantie	Franchises
Tous dommages confondus (corporels –y compris intoxications alimentaires-, matériels et immatériels confondus) dont :	10.000.000 € (1)	1.500 €
- Dommages matériels et immatériels consécutifs	5.000.000 € (1)	1.500 €

A/ Responsabilité Civile Exploitation	Montants de garantie	Franchises
- Dommages immatériels non consécutifs	2.500.000 € (1)	1.500 €
- Faute inexcusable de l'employeur et/ou Maladies professionnelles	1.000.000 € (2)	1.500 €
- Dommages aux biens confiés (y compris dépositaire)	150.000 € (1)	1.500 €
- Vol par préposés	50.000 € (1)	1.500 €
- Dommages matériels aux biens des préposés	50.000 € (1)	1.500 €
- Atteinte accidentelle à l'environnement -Dommages environnementaux -Préjudice écologique	1.500.000 € (2) 200.000 € 200.000 €	1.500 €
- Responsabilité Civile Maître d'ouvrage	500.000 € (2)	1.500 €
B/ Responsabilité Civile Après Travaux et/ou Livraison et/ou Professionnelle	Montants de garantie	Franchises
Tous dommages confondus (corporels, matériels, immatériels) dont :	2.500.000 € (2)	1.500 €
- Dommages immatériels non consécutifs	1.000.000 € (2)	1.500 €
- Honoraires d'expert /conseil choisi par le Souscripteur	30.000 € (1)	Néant

(1) : par sinistre

(2) : par année d'assurance

Tarification

SOLUTION DE BASE

VARIANTE LIBRE

Cf. Acte d'engagement.

Assiette de tarification :

Masse salariale brute de : CITE DE L'ARCHITECTURE en 2024: **6 548 675 €.**

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 10/34
---	---	------------

Dispositions diverses

- Prise d'effet : 01/01/2026
- Échéance annuelle : 01/01
- Modalité de paiement : Annuelle
- Durée du contrat : 1 an, renouvelable tacitement 3 fois un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans
- Résiliation : Annuelle moyennant préavis de 6 mois pour l'Assuré et pour l'Assureur.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 11/34
---	---	------------

3 – Conventions Spéciales Responsabilité Civile Générale

Préalable

Le candidat peut reprendre l'ensemble des éléments du CCTP et amender les postes de garanties et les définitions contractuelles dans le cadre de sa réponse technique.

Le candidat peut aussi répondre et présenter son tableau de garantie et son intercalaire avec les conditions générales de l'assureur qui serviront de base contractuelle au contrat d'assurance

Article 1 - Définitions

Article 2 - Objet de l'assurance

Article 3 - Exclusions

Article 4 - Étendue géographique

Article 5 - Fonctionnement de l'assurance

Article 6 - Dispositions diverses

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 12/34
---	---	------------

Article 1 - Définitions

1.1. Assureur

La (ou les) société(s) d'assurance auprès de laquelle (desquelles) le contrat d'assurance est souscrit.

1.2. Souscripteur

La personne qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage à en payer les primes.

1.3. Assuré

- Le Souscripteur,
- Les personnes physiques ou morales désignées aux Conditions Particulières,
- Les filiales acquises ou créées pendant la période d'assurance.
- Les groupements d'intérêts économiques et les groupements européens d'intérêts économiques, dans lesquels l'assuré détient une participation majoritaire ou dont il est opérateur et/ou dont il a la charge des assurances.
- Le Président, le Directeur général, les Directeurs adjoints, les représentants légaux, ainsi que les préposés substitués dans la fonction sécurité ont également la qualité d'assuré pour les cas de faute inexcusable à l'origine d'un accident de travail,
- Les Administrateurs,
- Les préposés de l'Assuré, y compris les médecins, auxiliaires médicaux, infirmiers, secouristes, enseignants, stagiaires, en tous lieux où leur présence est motivée par leur appartenance aux sociétés ou aux organismes mentionnés ci-dessus, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions,
- Les participants aux activités de formation (élèves de l'Ecole de Chaillot) des sociétés ou organismes mentionnés ci-dessus, qu'ils fassent ou non partie de leur personnel, ainsi que toute personne apportant son concours bénévole,
- Les candidats à l'embauche, stagiaires, travailleurs temporaires, employés non rémunérés et aides bénévoles,
- Les organismes de fait et de droit, créés à l'occasion de l'une quelconque des activités du souscripteur,
- Le Comité social et économique et, d'une manière générale, tout groupement ou organisme à but social, créé par le ou en faveur du personnel,
- Les membres du personnel de l'Assuré, ainsi que les élèves de l'Ecole de Chaillot procédant à des études, missions, stages ou activités temporaires pour autant que la durée de leur séjour n'excède pas 3 mois (exclusion faite des dommages immatériels non consécutifs survenus aux USA et au Canada),
-

1.4. Tiers

Toute personne autre que l'Assuré.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 13/34
---	---	------------

Lorsque plusieurs personnes ont la qualité d'Assuré et sont juridiquement distinctes, elles sont considérées comme tiers entre elles pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs.

Les préposés de l'Assuré dans l'exercice de leurs fonctions, seront considérés comme Tiers :

- Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs,
- Pour les dommages corporels ne relevant pas normalement des régimes d'indemnisation des accidents du travail et maladies professionnelles, étant précisé que la garantie du présent contrat s'exerce en cas de recours exercés contre l'employeur lorsque le droit applicable le permet : organismes de sécurité sociale ou de prévoyance, préposés eux-mêmes ou leurs ayants droit.

Les représentants légaux, dirigeants et préposés de l'Assuré civilement responsable pour leurs dommages relevant de la législation sur les accidents du travail. L'Assuré reste cependant garanti dans les cas où un recours peut légalement être exercé contre lui, tel que la faute intentionnelle d'un préposé (article L. 452-5 du Code de la Sécurité Sociale), la faute inexcusable de l'employeur ou d'un substitué dans la direction (article L. 452-2 et -3) ou l'accident de trajet entre co-préposés.

1.5. Dommage

Corporel

Préjudice pécuniaire résultant de toute atteinte physique, intellectuelle ou morale subie par une personne.

Matériel

Préjudice pécuniaire résultant de toute disparition, détérioration, altération, déformation, ou destruction ou perte d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux, perte ou disparition de ceux-ci.

Immatériel

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance totale ou partielle d'un bien meuble ou immeuble ou d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, de la perte d'un bénéfice, de la perte de production et frais supplémentaires consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti

Immatériel consécutif

Tout dommage immatériel directement consécutif à la survenance d'un dommage matériel garanti par le présent contrat.

Immatériel non consécutif

Tout dommage immatériel :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 14/34
---	---	------------

- qui résulte d'un dommage corporel ou d'un dommage matériel non garanti par le contrat,
- ou qui se produit en l'absence de tout dommage corporel ou matériel.

Il est précisé que les frais de retrait et les frais de dépose et repose engagés par les tiers sont inclus dans les dommages immatériels non consécutifs.

1.6. Avoisinant

Tout bien immobilier appartenant à autrui et sur lequel ne porte pas la mission de l'Assuré.

1.7 Existant

Immeuble ou partie d'immeuble déjà construit, sur lequel porte la mission totale ou partielle de l'Assuré.

1.8. Biens confiés

Tous biens meubles ou immeubles dont l'assuré est dépositaire, gardien ou qui lui ont été confiés, et que l'Assuré détient pour les travailler, les transporter ou dans tout autre but.

Biens appartenant à un tiers dont l'Assuré est gardien dans l'enceinte de ses établissements ou en dehors, y compris ceux prêtés à titre gratuit, mais à l'exclusion des biens confiés à titre onéreux ceux-ci devant faire l'objet d'un contrat "dommages".

1.9 Locaux occasionnels d'activités

Les locaux mis à la disposition de la CITE DE L'ARCHITECTURE, souscripteur, à titre onéreux ou gratuit.

1.10. Année d'assurance

Période comprise,

- soit entre la date d'effet du contrat et la première échéance annuelle de celui-ci ;
- soit entre deux échéances annuelles ;
- soit entre la dernière échéance annuelle et la date d'effet de la suspension ou de la résiliation.

1.11. Sinistre

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un même fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Constitue une réclamation, toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit, et adressée à l'Assuré ou à son Assureur.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 15/34
---	---	------------

1.12. Fourniture de l'Assuré

Produit, bien, matériel, marchandise, travail, étude, conseil, dessin et plus généralement prestation livrée par l'Assuré.

1.13. Livraison

Remise par l'Assuré de sa fourniture, soit à titre définitif, soit à titre provisoire, avec ou sans réserve de propriété, dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user hors de toute intervention de l'Assuré.

1.14. Pollution et atteinte accidentelle à l'environnement

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux.

La production d'odeurs, de bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

La pollution ou l'atteinte à l'environnement est accidentelle lorsqu'elle résulte d'un événement soudain et imprévu et ne se réalise pas de façon lente et progressive.

La garantie s'étend :

- aux frais de dépollution des biens (mobiliers ou immobiliers) appartenant au Souscripteur ou utilisés par lui ;
- aux frais de dépollution des sols et eaux résultant d'une atteinte à l'environnement survenant tant dans l'enceinte des sites de l'assuré qu'à l'extérieur de ceux-ci, exposés en l'absence de réclamation de tiers, soit sur injonction des pouvoirs publics, soit en accord avec l'assureur ;
- aux frais indispensables à la prévention d'un risque imminent de pollution accidentelle.

1.15 Franchise

La part des dommages entrant dans le cadre des garanties et laissée à la charge de l'Assuré en cas de sinistre.

Il est convenu que :

- au cas où plusieurs Assurés verraient leur responsabilité engagée pour un même sinistre la plus haute des franchises sera seule appliquée,
- au cas où plusieurs garanties seraient mises en jeu pour un même sinistre, la plus haute des franchises sera seule appliquée.

1.16 Faute inexcusable et faute intentionnelle

Faute inexcusable

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 16/34
---	---	------------

La garantie de la police est acquise pour le remboursement des sommes mises à la charge de l'assuré dans le cadre d'un recours intenté contre lui à l'occasion d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle résultant d'une faute inexcusable, exercé par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou tout autre organisme français de protection sociale, la victime et/ou ses ayants droit, ou par un employeur ayant placé temporairement sous les ordres de l'assuré un salarié qui lui est lié par un contrat de travail.

Faute intentionnelle

La garantie est également acquise à la responsabilité civile qui pourrait incomber à l'assuré du fait de la faute intentionnelle de l'un de ses préposés, telle que celle-ci résulte de l'article L 452-5 du code de la Sécurité Sociale.

Article 2 - Objet de l'assurance

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber par application du Droit Français, de Droits Étrangers ou de Conventions Internationales, en raison de dommages causés aux tiers dans le cadre de ses activités définies aux Conditions Particulières.

La garantie s'applique notamment :

- Quelle que soit la nature de la responsabilité,
- Quelle que soit la base juridique invoquée ou susceptible de l'être : dispositions du Code Civil ou tous autres codes ou textes légaux français, étrangers communautaires ou internationaux, jurisprudences, coutumes et usages professionnels,
- Quelle que soit la nature des contrats et des obligations conclus par l'Assuré ou des garanties données sous réserve des dispositions prévues dans le cadre du présent contrat,
- Quel que soit le tribunal du pays compétent, international ou arbitral, dès lors que ce dernier est conforme aux conventions agréées par la Chambre de Commerce Internationale.

2.1. Responsabilité Civile Exploitation

Dommages corporels, matériels et immatériels causés en cours d'exploitation, c'est-à-dire avant livraison.

La Responsabilité Civile découlant de l'exploitation des activités de l'Assuré et notamment en sa qualité de Chef d'entreprise, d'employeur de main d'œuvre, de propriétaire, locataire ou gardien de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, liés directement ou indirectement à l'exercice de ses activités.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 17/34
---	---	------------

Lorsqu'ils relèvent d'un régime de protection français et que la responsabilité de l'Assuré en sa qualité d'employeur est recherchée sur le fondement de la faute inexcusable, la garantie sera accordée en cas de maladie professionnelle et/ou accident du travail.

Le volet RCE comporte les garanties suivantes :

Responsabilité environnementale

Ce volet de garantie responsabilité environnementale constitue le régime de responsabilité issu de la loi n°2008-757 du 1^{er} août 2008, relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement. Il satisfait au principe de réparation fondé sur le mécanisme de « pollueur-payeur ». Sans qu'il soit besoin de réclamations de tiers, l'auteur des dommages a l'obligation, sur injonction de l'Administration, de prévenir les dommages (menace imminente) et de réparer « en nature » les dommages qu'il a causés.

Les dommages environnementaux visés **excluent les dommages à des tiers** et recouvrent :

- Les contaminations des sols qui engendrent un risque d'atteinte grave à la santé humaine,
- Les dommages qui affectent gravement l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux,
- Les dommages causés aux espèces et habitat naturels protégés.

Cette garantie responsabilité environnementale couvre les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux incombant à l'organisme. Les frais qui peuvent être couverts sont :

- Le coût et l'évaluation des dommages,
- Les mesures de prévention et de réparation
- Les frais d'étude pour déterminer les actions de réparation,
- Les frais administratifs judiciaires et les frais d'exécution,
- Le coût de collecte des données,
- Les frais généraux et les coûts de surveillance et de suivi, par exemple les travaux de remise en état...

Responsabilité Civile Maître d'ouvrage

Le présent contrat garantit l'Assuré dans la limite des engagements et franchises prévus aux Conditions Particulières du présent contrat contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir en sa qualité de maître d'ouvrage pour son propre compte, par application des dispositions légales en vigueur ou encore à titre contractuel en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

Lorsqu'un contrat spécifique pour l'activité de maîtrise d'ouvrage a été souscrit par ailleurs, la police n'interviendra qu'en différence de limites à savoir, en complément et après épuisement des montants de garanties dudit contrat.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 18/34
---	---	------------

Ce volet de garantie concernera, la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage déléguée, partagée, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opération.

2.2. Responsabilité Civile après travaux et/ou livraison

Dommages corporels, matériels et immatériels causés après livraison.

Les responsabilités encourues du fait des produits, matériels, ouvrages, travaux et prestations, livrés ou exécutés par l'Assuré après leur livraison ou leur réception.

Sont également garantis :

- Les honoraires d'expert / conseil par le Souscripteur

- Les frais de prévention :

Sont pris en charge, sur justificatifs, les frais engagés par l'Assuré, après accord de l'Assureur, dans le but de prévenir la survenance imminente d'un dommage relevant des garanties du contrat et susceptible d'engager la responsabilité de l'Assuré, d'en déduire le coût ou d'en limiter l'aggravation ou la propagation, qu'il y ait ou non réclamation d'un tiers.

Dès qu'il est saisi d'une demande de mise en jeu de la présente garantie, l'Assureur a la faculté de nommer un expert afin d'apprécier l'opportunité des mesures de prévention et le montant des mesures à engager.

Le cumul des frais de prévention et des indemnités versées aux tiers ne peut excéder le montant de la garantie des dommages qui se seraient produits sans ces opérations de prévention.

Outre les « exclusions communes à l'ensemble des garanties », **ne sont pas garantis au titre des frais de prévention :**

Les frais destinés à obtenir les résultats requis ou à mener à terme la prestation,

Les frais destinés à prévenir la survenance, l'aggravation ou la propagation d'atteintes à l'environnement,

Les frais de retrait des produits,

Les frais de dépose et de repose.

2.3. Responsabilité Civile Professionnelle

Dommages causés dans le cadre de prestations de service et résultant notamment de fautes professionnelles, erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences, pertes ou destructions de pièces ou documents confiés.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 19/34
---	---	------------

Il est entendu que si le contrat de l'Assuré a pour objet final la livraison, la tradition ou la remise d'un produit ou d'un bien, ou l'exécution de travaux, la responsabilité décrite ci-dessus sera, pour les besoins de la garantie, incluse dans celle après livraison ou après travaux définie précédemment.

2.4. Défense/Recours

L'Assureur s'engage à défendre l'Assuré devant toutes les juridictions y compris pénales lorsqu'il est cité à la suite d'un dommage garanti. La garantie s'applique également aux représentants légaux de l'Assuré, ainsi qu'aux préposés poursuivis pénalement en cas de faute inexcusable à l'origine d'un accident de travail.

L'Assureur s'engage à exercer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, le recours de l'Assuré contre les responsables des préjudices qu'il a subis dans l'exercice de ses activités professionnelles et qui auraient été pris en charge par la présente assurance responsabilité civile, s'il en avait été l'auteur et non pas la victime.

L'Assureur supporte les frais de défense pénale et de recours civil à concurrence des montants indiqués aux conditions particulières.

Article 3 - Exclusions

Les exclusions listées ci-après sont les seules applicables au présent contrat.

3.1. EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES RESPONSABILITES AVANT ET APRES LIVRAISON AINSI QUE PROFESSIONNELLE

3.1.1. Les dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'Assuré directement ou à leur instigation. Les dommages causés par les préposés dont l'assuré est civilement responsable restent garantis, quelles que soient la nature et la gravité de leur faute.

3.1.2. Les dommages occasionnés par :

- **La guerre étrangère déclarée ou non (il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre ne résulte pas de ce fait).**
- **La guerre civile, les actes de terrorisme ou de sabotage, attentats, grèves, émeutes ou mouvements populaires, d'actes de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de grève ou lock-out, tremblements de terre ou tout autre phénomène naturel à caractère catastrophique.** Toutefois, la garantie reste acquise en cas de mise en cause pour ces événements.

3.1.3. Les dommages ou les aggravations de dommages causés par :

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 20/34
---	---	------------

- **Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.**
- **Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou toute autre source de rayonnements ionisants, qui engage la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouve son origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappe directement une installation nucléaire.**
- **Toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, commerciales, agricoles, scientifiques ou médicales.**

Par dérogation à cette exclusion, sont garantis les dommages causés par des sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire dont un Assuré a la propriété, la garde ou l'usage et détenues par un établissement ne relevant pas de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévue par les articles 511-1 et suivants du code de l'environnement et pour autant que l'activité employant ces sources ne soit pas soumise au régime d'autorisation de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) ou tout autre organisme qui lui serait légalement substitué pour le domaine industriel ou pour le domaine médical, autorisation prévue par les articles R 1333-17 et suivants du code de la santé publique ou toute autre réglementation similaire à l'étranger.

3.1.4. Les amendes et clauses pénales, c'est-à-dire la fixation à l'avance du montant des dommages-intérêts en cas d'inexécution ou de retard apporté dans l'exécution des engagements. Sauf si ce retard résulte d'une erreur ou d'une omission.

Les amendes civiles y compris celles qui ont le caractère de réparation civile, les redevances, les pénalités de retard ou contractuelles et les astreintes, ainsi que les frais judiciaires qui s'y rapportent. Sauf si ce retard résulte d'une erreur ou d'une omission.

3.1.5. La responsabilité civile personnelle des sous-traitants étant précisé que reste acquise la garantie de la responsabilité de l'Assuré du fait de ses sous-traitants.

3.1.6. La responsabilité civile personnelle de dirigeants pris en leur qualité de mandataires sociaux.

3.1.7. Les dommages résultant d'actes de concurrence déloyale, de contrefaçon, de publicité mensongère ou du non-respect de droit d'auteur ainsi que de la propriété industrielle, littéraire ou artistique, lorsque ces faits dommageables sont perpétrés par les représentants

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 21/34
---	---	------------

légaux de l'assuré ou avec leur complicité. Toutefois la garantie reste acquise si les différents actes sont commis par des préposés de l'assuré.

Les conséquences pécuniaires des réclamations relatives à la divulgation de secrets professionnels ou à un abus de confiance, lorsque la responsabilité de l'Assuré n'est pas engagée pour avoir facilité la réalisation du dommage ou en qualité de commettant (la garantie reste donc acquise à l'Assuré si un préposé est à l'origine du sinistre).

3.1.8. Les dommages causés directement ou indirectement par :

- le MTBE (Méthyltertiobutylether) ;
- le plomb ;
- la dioxine
- le talc,asbestiforme
- la silice
- le formaldéhyde ;
- les polluants organiques persistants suivants : aldrine, chlordane, DDT dioxines, dieldrine, endrine, furanes, heptachlore, hexachlorobenzène, mirex, polychlorobiphényles (PCB), toxaphène.

Toutefois les polluants organiques persistants RESTERONT COUVERTS POUR LES DOMMAGES CORPORELS.

3.1.9. Les dommages qui résultent :

- de la production par tout appareil ou équipement de champs électriques ou magnétiques, ou de rayonnements électromagnétiques ;
- des effets d'un virus informatique, c'est-à-dire d'un programme ou d'un ensemble de programmes informatiques conçu(s) pour porter atteinte à l'intégrité, la disponibilité ou à la confidentialité des logiciels, progiciels, systèmes d'exploitation, données et matériels informatiques et pour se disséminer sur d'autres installations ;
- de la gestion sociale de l'assuré vis-à-vis de ses préposés et des partenaires sociaux.
Il est précisé que la gestion sociale concerne les actes de l'assuré relatifs aux procédures de licenciement, aux pratiques discriminatoires y compris le harcèlement sexuel et le harcèlement moral, à la gestion des plans de prévoyance de l'entreprise au bénéfice des salariés, et aux rapports avec les partenaires sociaux.
- de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés ou résultant de la mise sur le marché de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés ;

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 22/34
---	---	------------

- **des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles.**

3.1.10. Toutes les conséquences d'engagement contractuel exorbitant celles auxquelles l'Assuré est tenu en application des textes légaux ou réglementaires. Cette exclusion n'interviendra que dans la mesure de l'aggravation du risque par rapport au droit en vigueur ou au préjudice réellement subi.

Toutefois de telles conséquences ne sont pas exclues si elles résultent :

- des usages de la profession par exemple des garanties contractuelles dans les limites admises par la profession ;
- des conditions générales d'achat ou des cahiers des charges ou conventions contractuelles des Etats, collectivités territoriales, établissements ou organismes publics, semi publics ou chargés d'une mission de service public tels que les sociétés de distribution d'eau, de gaz, d'électricité et les sociétés de télécommunications même en cas de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours ;
- la garantie s'applique notamment au remboursement de toutes sommes que l'Assuré serait tenu de faire, en cas de dommages atteignant leurs agents ou leurs biens, quelles que soient les responsabilités en cause.

La garantie sera également acquise pour les engagements contractuels exorbitants du Droit Commun, les renonciations à recours, transferts ou limitations de responsabilité concernant :

- les sociétés de location ou de crédit-bail ;
- les organisateurs de foires d'expositions ou manifestations diverses ;
- les personnes physiques ou morales mettant à la disposition de l'Assuré des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités ;
- les conventions d'assistance.

3.1.11. Pour les U.S.A et le Canada, les indemnités qui n'ont pas pour objet de réparer un préjudice subi, même lorsque ces indemnités résultent d'une décision judiciaire ou d'une sentence arbitrale et notamment les indemnités appelées dommages punitifs (punitive damages) ou exemplaires (exemplary damages).

3.1.12. Les dommages résultant de l'activité de recherche biomédicale visée par la Loi du 20/12/88 (dite Loi Huriet) et ses textes d'application, et faisant l'objet d'une obligation d'assurance.

3.1.13. Les pénalités de retard ou indemnités mises contractuellement à la charge de l'Assuré qui ne reflèteraient pas le dommage réellement subi par le tiers.

3.1.14. Les dommages résultant d'un événement Cyber.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 23/34
---	---	------------

3.2. EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE RC EXPLOITATION

3.2.1. Les dommages incombant à l'Assuré et visés par l'obligation d'assurance des véhicules terrestres à moteur, sauf la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir du fait :

- de dommages causés aux tiers par un véhicule terrestre à moteur dont l'Assuré n'a ni la propriété, ni la garde et que ses préposés utilisent :
 - * sur le trajet de leur résidence au lieu de travail et vice-versa,
 - * pour les besoins du service exceptionnellement,
 - * pour les besoins du service régulièrement, mais aussi à son insu, à la condition que le contrat d'assurance automobile souscrit pour l'emploi de ce véhicule comporte une clause d'usage adéquate ;

(la présente assurance ne s'exerce qu'à défaut ou en complément de celle accordée par d'autres contrats d'assurance souscrits pour le véhicule considéré) ;

- de dommages causés par lui-même ou ses préposés, lorsqu'ils sont obligés de déplacer des véhicules ne leur appartenant pas et dont la garde ne leur a pas été confiée, pour qu'ils ne fassent plus obstacle à l'exercice des activités, étant précisé que les dommages subis par les véhicules déplacés sont garantis ;

La garantie reste acquise à l'Assuré quand celui-ci est en fonction « outil » en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à autrui, du fait de l'utilisation d'engins de chantier ou de manutention, pour les risques de fonctionnement, c'est-à-dire lorsque, immobilisés ils sont utilisés en tant qu'outils.

3.2.2. Les dommages causés par tous engins ou appareils aériens en cours de vol, maritimes, fluviaux ou lacustres, sauf les embarcations n'excédant pas 5 tonnes et dont la puissance est au plus de 75 cv réels.

3.2.3. Les dommages matériels et immatériels résultant d'incendie, d'explosions, d'incidents d'origine électrique, de dégâts des eaux, lorsqu'ils ont pris naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire, locataire ou occupant. Toutefois en cas d'insuffisance ou de non prise en charge de ces dommages par la garantie Recours des Voisins et des Tiers, la présente police intervient à défaut ou en complément.

3.2.4. Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses ou compétitions (ou leur essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics et/ou à une obligation d'assurance.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 24/34
---	---	------------

3.2.5. Les dommages résultant :

- d'une pollution ou atteinte à l'environnement non accidentelle ;
- d'une pollution ou atteinte à l'environnement accidentelle provenant d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et soumise au régime de l'autorisation préfectorale.

En ce qui concerne la pollution, les redevances mises à la charge de l'Assuré en vertu de la loi sont exclues, mêmes si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages de pollution donnant lieu à garantie.

3.2.6. Les dommages causés aux biens confiés à l'Assuré au cours de leur transport par véhicule terrestre à moteur ou par voie ferroviaire, maritime, fluviale ou aérienne.

Il est précisé que la garantie reste cependant acquise au cours des éventuelles opérations de chargement, déchargement ou manutention.

3.2.7. Les dommages matériels subis par tous biens dont l'Assuré est locataire pour une période supérieure à trois mois.

3.3. EXCLUSIONS PROPRES AUX GARANTIES RC APRES LIVRAISON et RC PROFESSIONNELLE

3.3.1. Le coût de remboursement des biens fournis ou de la prestation effectuée par l'Assuré.

3.3.2. Les frais exposés par l'Assuré pour le remplacement, la réparation, l'adaptation ou l'amélioration des biens fournis ou de la prestation effectuée par l'Assuré. Toutefois la garantie reste acquise pour les frais de dépose ou de repose.

3.3.3. Les dommages immatériels non consécutifs qui sont la conséquence de l'inexécution totale ou partielle des obligations contractuelles de l'Assuré ou du retard dans l'exécution des prestations. Sauf lorsque cette inexécution ou retard résulte :

- d'une faute, d'une erreur, d'une omission ou d'une négligence commise par un préposé de l'Assuré, un sous-traitant, un fournisseur ou toute autre personne dont il est civilement responsable, dans les différents opérations ou tâches nécessaires dans l'exécution des obligations.
- D'une perte, d'un vol, d'une destruction et d'une manière générale de tous dommages causés aux biens utilisés par l'Assuré dans le cadre de ses activités.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 25/34
---	---	------------

- du décès ou de l'incapacité de travail du responsable désigné, chargé de projet suite à un accident ou d'une maladie.
- Ou plus généralement, d'un évènement soudain et fortuit.

3.3.4. Les dommages matériels relevant des articles 1792 et 1792.1 à 6 du Code civil ou d'une législation équivalente à l'étranger.

3.4. EXCLUSIONS SPECIFIQUES LIEES A LA GARANTIE DE L'ACTIVITE DE MAITRISE D'OUVRAGE

3.4.1. Les dommages rendus inéluctables par le fait volontaire de l'assuré et qui font perdre au contrat d'assurance son caractère de contrat aléatoire garantissant des événements incertains (article 1964 du Code Civil).

3.4.2. Les dommages causés par les appareils de navigation aérienne, maritime ou fluviale, ainsi que les véhicules terrestres et engins de chantier avec ou sans moteur.

3.4.3. Les amendes, y compris celles assimilables à des réparations civiles, engagements financiers, pénalités contractuelles de toutes sortes, y compris pénalités de retard, dépassement de délais, conséquences de retard et/ou absence de livraison.

3.4.4. Les conséquences de l'aggravation de responsabilité résultant d'engagements contractuels acceptés par l'assuré, par rapport à la responsabilité qui lui aurait incombée en l'absence desdits engagements.

3.4.5. Les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par toute atteinte à l'environnement, ainsi que le remboursement des dépenses engagées par un assuré, entraînées par l'accomplissement d'opérations visant à neutraliser, isoler ou éliminer les substances polluantes.

Par atteinte à l'environnement, on entend :

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse transmise par l'atmosphère, les eaux ou le sol,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou variation de température.

3.4.6. Les inconvénients et troubles de jouissance (préjudices commerciaux) résultant inévitablement et de manière prévisible des modalités d'exécution des travaux, ainsi que les troubles de voisinage de toute nature résultant du simple fait de l'implantation de l'ouvrage, de ses dimensions ou encore de ses structures.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 26/34
---	---	------------

Sont également exclues les conséquences de toute atteinte ou de modification de servitude ou d'environnement publique ou privée.

3.4.7. Sont aussi exclus les dommages subis par les animaux et les biens dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable (biens dont il est propriétaire, locataire ou usagers, ou dont il a la garde) à quelque titre que ce soit.

Article 4 - Étendue géographique

Les garanties s'exercent dans le monde entier à l'exception :

- **des exportations directes à destination des U.S.A. et du Canada ;**
- **des activités exercées par les établissements permanents aux USA et au Canada.**

Il est convenu que les indemnités pouvant être mises à la charge de l'Assuré à l'étranger lui seront uniquement remboursables en France à concurrence de leur contre-valeur officielle en euros.

Les garanties définies dans le présent contrat seront réputées sans effet lorsque l'octroi de ces garanties exposera l'Assureur à des sanctions, interdictions ou restrictions prises dans le cadre de résolution de l'ONU de sanctions commerciales ou économiques, lois et règlement de l'Union Européenne, du Royaume Uni ou des États Unis d'Amérique.

Article 5 – Fonctionnement de l'assurance

5.1. Base réclamation

Conformément à l'article L.124.5.4^{ème} alinéa du Code des Assurances, la garantie est déclenchée par la réclamation. Elle couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans après sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'Assureur ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 27/34
---	---	------------

Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.

5.2. Garantie par année d'assurance

Dans le cas où une garantie est accordée à concurrence d'un montant fixé par année d'assurance, celui-ci s'entend pour l'ensemble des réclamations faites à l'Assuré au cours d'une même année d'assurance.

Toutefois, les réclamations au cours des années suivantes et qui forment un seul sinistre, conformément à la définition figurant à l'article 5.1 ci-avant, sont réputées être faites au cours de l'année d'assurance durant laquelle s'est produite la première réclamation.

Le montant fixé par année d'assurance est réduit automatiquement quels que soient le nombre, la nature et l'origine des sinistres, du montant des indemnités réglées ou dues jusqu'à épuisement de ce montant qui se reconstitue d'office et entièrement au début de chaque année d'assurance. Cette reconstitution est sans effet à l'égard des sinistres déjà survenus et des sinistres à venir résultant du même fait dommageable.

5.3. Intégration automatique des nouvelles entités

Les nouvelles entités créées ou acquises sont intégrées automatiquement comme Assuré au présent contrat pour autant :

- Que l'Assuré y détienne directement ou indirectement une participation de 50 % du capital ou des droits de vote ou en ait contractuellement ou de fait la gestion et/ou la charge de l'assurance,
- Que l'activité soit identique à celle du Souscripteur,
- Que leur chiffre d'affaires ne dépasse pas 10 % du chiffre d'affaires consolidé du Souscripteur,
- Qu'elles soient déclarées par le Souscripteur dans un délai de trois mois à compter du moment où il a eu connaissance de leur création ou de leur acquisition.

Article 6 - Dispositions diverses

6.1 Etendue des garanties dans le temps

La garantie est déclenchée par la réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à l'Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 28/34
---	---	------------

Toutefois, l'Assureur ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

LE CONTRAT NE GARANTIT PAS LES SINISTRES DONT LE FAIT DOMMAGEABLE ETAIT CONNU DE L'ASSURE A LA DATE DE SOUSCRIPTION DU CONTRAT OU DE LA GARANTIE CONCERNEE.

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable, est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéas de l'article L 121-4 du Code des assurances sur les assurances de même nature.

6.2 Délai subséquent

a. Durée du délai subséquent :

En cas d'expiration ou de résiliation du contrat (ou de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée en cours de contrat), la garantie subséquente s'exerce pendant un délai maximum de cinq ans après expiration, résiliation ou suppression.

Les présentes dispositions ne dérogent pas à la faculté de suspension de garantie et de résiliation du contrat pour non-paiement de cotisation que l'Assureur tient de la loi.

La garantie subséquente accordée en cours de contrat en cas de suppression d'une garantie ou d'une personne assurée, n'est pas affectée par l'expiration ou la résiliation du contrat.

Pour l'indemnisation des réclamations présentées pendant le délai subséquent de 5 ans, les montants des garanties prévus aux conditions particulières sont accordés.

b. Montant de la garantie subséquente :

Le montant de garantie par sinistre (ou par année d'assurance) accordé durant l'année d'assurance précédent l'expiration ou la résiliation du contrat (ou la suppression d'une garantie ou d'un assuré) est reconstitué une fois pour toute la durée de la garantie subséquente.

En cas de suppression, en cours de contrat, d'une garantie ou d'une personne assurée, le montant par année d'assurance de la garantie subséquente est imputé sur le montant par année d'assurance du contrat en cours.

6.3. Délai de déclaration des sinistres

Tout fait dommageable susceptible d'entraîner la garantie doit être déclaré dans les 30 (TRENTE) jours à partir de la date à laquelle le service « assurances » du Souscripteur en a eu connaissance.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 29/34
---	---	------------

L'Assuré doit transmettre à l'Assureur tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés.

L'Assuré est dispensé de déclarer les sinistres ne paraissant pas, soit par leur nature ou leur montant, donner lieu à indemnisation, étant entendu qu'aucune déchéance ne pourra lui être opposée si ces sinistres devaient être portés à la connaissance de l'Assureur ultérieurement.

Il est précisé que cette dispense n'entraîne pas de dérogation au délai de prescription biennale de l'article L.114-1 du Code des Assurances, l'Assuré devant dans tous les cas déclarer les sinistres objets d'une action en justice.

6.4. Garantie « Défense/Recours » : choix de l'avocat et arbitrage

En cas de défense pénale et de recours civil, l'Assuré conserve le libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, y compris lorsque survient un conflit d'intérêts entre l'Assuré et l'Assureur.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le responsable d'un dommage, les parties nomment chacune un arbitre. Ces deux arbitres, s'ils ne peuvent trouver un terrain d'entente, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré statuant en référé.

Les frais sont à la charge de l'Assureur.

Si, contre l'avis des arbitres, l'Assuré plaide à son compte et obtient une solution plus favorable que celle proposée par les arbitres, l'Assureur lui rembourse dans la limite de la garantie et sur justification, les débours qu'il a exposés et dont le montant n'a pas été supporté par l'adversaire.

6.5. Garantie « Responsabilité Civile » : défense, direction du procès, transaction

L'Assureur s'engage à défendre l'Assuré à la suite de toute mise en cause ou réclamation amiable ou judiciaire du fait d'un sinistre garanti au titre du présent contrat quel qu'en soit le lieu.

Il prend la défense de l'Assuré que la réclamation du tiers soit fondée ou non.

En cas de doute sur l'application de la garantie, l'Assureur en avise immédiatement l'Assuré, mais assume cependant sa défense dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux, qui doivent être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

Pour sa défense l'Assuré a le libre choix de ses avocats et auxiliaires de justice.

Si l'Assuré s'en remet à l'Assureur, les frais et honoraires correspondants sont pris en charge directement par ce dernier.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 30/34
---	---	------------

Si l'Assuré fait son propre choix il doit faire l'avance des frais et honoraires correspondants qui lui seront remboursés par l'Assureur dans la limite de ceux qu'il aurait réglés à ses propres avocats et auxiliaires de justice.

En cas de règlement par l'Assuré d'une indemnité complémentaire à celle versée par l'Assureur (le montant du sinistre ayant dépassé le montant de la garantie), et en cas d'aboutissement même partiel d'une action de recours contre le responsable des dommages, l'Assuré sera remboursé en priorité de l'indemnité qu'il aura versée.

L'Assureur peut, après concertation avec l'Assuré, exercer toutes voies de recours au nom de l'Assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'Assuré n'est plus en jeu.

Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'Assuré.

Tous les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat, ainsi que les frais de procès et d'arbitrage, sont pris en charge par l'Assureur et inclus dans la limite des montants de garantie.

L'Assureur a seul le droit, mais après concertation avec l'Assuré et dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Il informe l'Assuré au préalable de ses intentions. Toutefois, lorsque des intérêts commerciaux seront en jeu, l'Assuré peut avec l'accord de l'assureur, mener la transaction.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'Assureur ne lui est opposable. N'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

N'est pas non plus considéré comme reconnaissance de responsabilité ou commencement de transaction, tout dédommagement fait par l'Assuré à titre purement commercial.

Il est précisé que la garantie demeure acquise en cas d'arbitrage, sous réserve que l'Assureur soit associé à la rédaction du compromis et à la désignation des arbitres.

6.6. Conventions passées par l'Assuré et acceptées par l'Assureur

Les conventions comportant des engagements exorbitants du droit commun, c'est-à-dire excédant les textes légaux ou réglementaires, sont acceptées par l'Assureur, si elles résultent :

- des clauses de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours, acceptées par l'Assuré

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 31/34
---	---	------------

aux termes de marchés de mise à disposition de personnel ou de matériel passés avec l'Etat ou les Collectivités locales, l'EDF-GDF;

- des usages de la profession dans les limites admises par ladite profession ;
- des conditions générales d'achat ou des cahiers des charges des collectivités publiques ou des établissements ou organismes publics ou semi-publics, même en cas de transfert contractuel de responsabilité ;
- d'engagement vis-à-vis des personnes physiques ou morales mettant à la disposition de l'Assuré des personnes ou biens utilisés dans le cadre de ses activités.

6.7. Compétence judiciaire

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

6.8. Augmentation de tarif

En cas de majoration de prime suite à une augmentation de tarif, le Souscripteur peut résilier le contrat dans les 6 (SIX) mois qui suivent celui où il a eu connaissance de l'augmentation.

À défaut d'accord entre les parties, le contrat est résilié à l'initiative de l'une des parties avec préavis de 6 (SIX) mois.

6.9. Faculté de résiliation

Le contrat est d'une durée de 1 (UN) an à compter du 01/01/2026 (soit jusqu'au 31/12/2026 à 24 heures). Il est renouvelable tacitement trois fois un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 (QUATRE) ans.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée 6 (SIX) mois au moins avant l'échéance de la prime.

En cas de résiliation par l'Assureur suite à sinistre, elle prend effet 6 (SIX) mois après notification par lettre recommandée, sans que ce délai puisse excéder la date de la prochaine échéance annuelle, à moins que le souscripteur n'accepte de payer un prorata de prime pour le nombre de jours qui excède l'échéance.

En cas de majoration de prime par suite d'une modification de tarif, le Souscripteur peut résilier le contrat dans les 6 (SIX) mois qui suivent la date où il a eu connaissance de la modification.

6.10. Paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 32/34
---	---	------------

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptant supporte un retard lié aux contraintes administratives.

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 33/34
---	---	------------

4 - Annexes

Annexe A01 – Rapport d'activité 2024 – CITE DE L'ARCHITECTURE

Annexe A02 – Statistiques sinistres RCG de : CITE DE L'ARCHITECTURE de 2020 à 2024

Cité de l'Architecture et du Patrimoine	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	Page 34/34
---	---	------------

Lu et approuvé,

A _____

Le _____

Le Titulaire (les Titulaires)
Signature(s) et cachets(s)

A _____

Le _____

Le Pouvoir Adjudicateur
Signature et cachet